

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 25 (1988)
Heft: 925

Artikel: Échéance 1992 : l'Europe en librairie
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018382>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 23.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'Europe en librairie

(y) La politique est aussi maniement de signes et de symboles. A cet égard, les auteurs de l'Acte unique européen ont fait preuve de génie en fixant un délai pour l'achèvement du grand marché intérieur. Il se peut que toutes les conditions préalables à l'institution d'une Europe à douze vraiment communautaire ne soient pas réalisées au 1^{er} janvier 1993. Mais peu importe: d'ici là l'échéance 1992 aura joué son rôle d'objectif concret et mobilisateur; et facilement exploitable par les médias, qui tous se mettent à l'horizon 92. Au reste, on ne compte déjà plus les ouvrages parus sur le sujet, composant une bibliographie qui s'enrichit de jour en jour.

Parmi les livres récemment parus, nous en avons choisi deux, l'un et l'autre préfacés par Jacques Delors, actuel président de la Commission des communautés européennes, auquel sera très prochainement décerné le prix Jean Monnet (le 4 novembre à Lausanne).

En français tout d'abord, voici 1992, *le Défi - Nouvelles données économiques de l'Europe sans frontières* (Paris, Flammarion, 1988). Il s'agit en fait d'un rapport issu du projet de recherche, financé par la Communauté européenne, sur «le coût de la non-Europe». Les différents chapitres sont autant de reportages sur le continent encore mal uni et sur les gaspillages — c'est-à-dire les non-économies — qui en résultent. Où l'on voit notamment que même les barrières douanières ont de la peine à tomber au sein du «Marché (peu) commun», que les citadelles nationales se trouvent toujours bien défendues, et que le secteur des services ne pourra connaître les immenses développements attendus avant de tolérer la libre circulation et la concurrence pour des prestations partout bien protégées. Heureusement «le marché fragmenté» va s'effacer devant «le marché intégré», au gré d'une révolution tranquille, qui rapportera aux douze Etats membres «une poignée de milliards» — plus précisément 174 à 258 milliards d'ECU (au prix de 1988).

Jacques Delors maître préfacier

Dans sa préface au *Défi*, Jacques Delors parle évidemment de cette révolution tranquille, conduisant au grand marché «dont la portée débord largement les conséquences immédiates des 300 décisions nécessaires à sa constitution». Pour l'ancien ministre français des fi-

nances, l'Europe communautaire se renforcera au rythme des développements que pourront connaître quatre questions- clefs: la monnaie, la technologie, la politique extérieure commune et la dimension sociale. «*La création d'un espace social européen n'est pas aisée, compte tenu de l'extrême diversité des situations. Mais la progression dans cette direction est essentielle pour la réussite du grand marché européen.*» En clair, il s'agit de développer la concertation et les relations conventionnelles entre partenaires sociaux — une sorte de paix du travail à l'échelle européenne.

Dans sa très brève préface à un livre allemand consacré au *Joker qui vaut des milliards**, Jacques Delors ne revient pas expressément sur la dimension sociale de l'Europe communautaire. Il préfère parler de l'Acte unique comme d'un projet ambitieux, qui ne saurait trouver sa propre finalité en lui-même. Le but ultime, c'est bien de rendre aux Européens l'espoir de pouvoir résister à long terme aux assauts des concurrents désormais traditionnels (USA, Japon), comme de tous ceux qui pourraient surgir dans les décennies à venir. Dans cette perspective, il convient d'éviter le double écueil de l'Europe communautaire: une concentration encore accrue de la richesse dans les régions déjà les mieux loties du continent d'une part, et «une déréglementation incontrôlée qui empêche le nécessaire dialogue entre partenaires sociaux» d'autre part.

Dans le livre lui-même, qui en est à sa troisième édition complètement revue, on parle surtout d'échanges commerciaux à faciliter, d'automobiles à rendre partout moins polluantes, de nouvelles technologies à encourager et de monnaie européenne à généraliser. Le tout

observé d'un regard technocratique et précis — à l'allemande serait-on tenté de dire — sans même le vernis de philosophie communautaire qu'aurait pu donner *in fine* le ministre d'Etat Lutz G. Stavenhagen, auteur d'une postface ressemblant à une énumération des objectifs d'une stratégie d'état-major et des moyens tactiques à mettre en œuvre pour les atteindre.

L'Europe approfondie

Nous avons donc affaire à deux ouvrages tout à fait actuels, publiés avec l'appui direct de la Communauté européenne, et préfacés par le président Delors. Deux approches différentes, et non seulement par la langue: plus journalistique et philosophique en français, plus sobre et technocratique en allemand. Au fond, l'Europe ne peut se faire que par la combinaison de ces deux styles complémentaires, d'essence latine d'une part, et anglo-saxonne de l'autre. Une fois de plus, on retrouve, applicable à l'échelle européenne, un modèle suisse mis au point avec le temps. Or l'Europe est pressée et l'échéance-symbole de 1992 très proche. Le délai suffira probablement pour la mise en place d'un grand marché; mais l'intégration ne se fera pas aussi vite dans les esprits et les cœurs, moins sensibles au forcing que les cerveaux économiques et commerciaux. C'est tout l'enjeu de l'Europe approfondie, sociale et culturelle, dont la réalisation ne se fera pas au gré de calendriers brusqués. ■

Mini bibliographie européenne

* Karl von Wogan e.a.: *Der Milliarden-Joker/Binnenmarkt '92 aktuell*. Bonn (Europa Union Verlag) 1988.

A l'intention des acteurs économiques suisses, on peut signaler «l'analyse pratique» du Vorort intitulée *L'Economie suisse face au défi du marché intérieur de 1992* (Union suisse du commerce et de l'industrie, case 4138, 8022 Zurich) 1988.

Ou encore deux guides pratiques, édités ces dernières semaines, respectivement par la Banque Vontobel (Bahnhofstr. 3, 8022 Zurich) et, mieux, par la *Basler Zeitung* (Hochbergstr. 15, 4002 Bâle), sous le titre *1992 - Was tun?* et signé Jürg Thalman.